

Octobre 2015

L'Algérie et le Japon, un nouveau partenariat pour la paix et la stabilité dans la région

A l'occasion du 70ème anniversaire de la fin de la Seconde Guerre Mondiale au mois d'août dernier, le Premier ministre Shinzo Abe a prononcé une déclaration dans laquelle il a exprimé ses profonds remords pour les souffrances endurées lors de cette guerre, soulignant sa détermination à ne plus répéter ces horreurs. Il a également déclaré que le Japon est résolu à ne pas dévier du chemin qu'il a entrepris il y a 70 ans, en tant que nation pacifiste.

Conformément à l'Article 9 de sa Constitution, le Japon, comme l'Algérie, s'est engagé à renoncer à la guerre, aux menaces et toute utilisation de force armée comme moyen de résolution de conflits internationaux. Dans sa déclaration, le Premier ministre Abe a réaffirmé que le Japon adhère au principe selon lequel chaque conflit doit être résolu de manière pacifique et diplomatique, dans le respect du droit et sans avoir recours à la force. Il a réitéré également la détermination du Japon, seul pays qui a souffert des atrocités du bombardement atomique, à poursuivre ses efforts visant à la non-prolifération et à l'élimination ultime des armes nucléaires.

C'est une affirmation sans équivoque de la position du Japon d'après-guerre. Et sur la base de ce que nous avons déjà réalisé au cours des 70 dernières années, le gouvernement Abe a mis en place une politique "pour la Contribution Proactive à la Paix", afin d'assumer un rôle plus actif pour promouvoir la paix et la prospérité dans le monde plus que jamais. Dans ce contexte, le 19 septembre, la nouvelle législation pour la paix et la sécurité a été adoptée au Parlement japonais. Depuis plus de 20 ans, les Forces d'Auto-Défense (FAD) du Japon mènent 14 missions pour des opérations de maintien de la paix à l'étranger, dont 50 000 membres des FAD ont été engagés sur le terrain. Actuellement, dans le continent Africain, les FAD mènent des opérations pour lutter contre la piraterie à Djibouti et des activités pour le maintien de la paix au sud du Soudan dans le cadre de la Mission des Nations Unies (MINUSS).



(Mission des FAD au Soudan du Sud)



(Navires utilisés par les FAD pendant une mission à Djibouti)

Suite à l'adoption de la nouvelle législation, les FAD peuvent dorénavant participer et contribuer plus efficacement et avec plus de flexibilité aux activités des Nations Unies pour le maintien de la paix, ainsi qu'à d'autres activités organisées dans le cadre de la coopération internationale pour la paix. A cet égard, le Japon espère que les opportunités de coopération entre les FAD et l'Armée Nationale Populaire algérienne dans le cadre de ces activités se multiplieront à l'avenir.

Comme en témoignent l'attaque terroriste de Tiguentourine au mois de janvier 2013 et celles perpétrées en Tunisie en mars et juin derniers, les régions d'Afrique du Nord et du Sahel font face à la menace du terrorisme et à l'expansion de l'extrémisme à cause des groupes terroristes tels que Daesh. A cet effet, le Japon salue les efforts considérables de l'Algérie pour la stabilité de la région du Sahel et en Afrique du Nord, tels que le succès de la signature de l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali ainsi que l'engagement pour la médiation de paix en Libye. Au mois de juillet dernier, le Japon a participé à la conférence internationale que l'Algérie a organisée sur la lutte contre l'extrémisme et la déradicalisation. Nous apprécions le rôle de l'Algérie en tant que pays exportateur de stabilité dans la région. Le Gouvernement japonais soutient les efforts algériens, notamment par le biais d'une coopération financière avec des organisations internationales.

A cet égard, le Japon a établi une politique étrangère axée sur le développement et la stabilité dans la région, fondée sur trois piliers qui sont dans un premier temps, le « Renforcement des mesures internationales contre le terrorisme », puis « le Renforcement des actions diplomatiques pour la stabilité dans les régions du Sahel, d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient » et enfin la « Promotion du dialogue et de la communication avec les pays Arabes et musulmans ». Pour ce faire, le Japon a commencé par fournir une aide financière d'un milliard de dollars pour une période de cinq ans, en faveur du développement et de la stabilité de la région du Sahel, ainsi qu'une aide pour le développement des ressources humaines accordée pour la formation de 2,000 responsables chargés de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, permettant ainsi la construction d'un dialogue avec la région du Sahel à différents niveaux.

Lors de sa tournée des pays du Moyen-Orient au mois de janvier de cette année, le Premier ministre Abe a annoncé une aide d'environ 200 millions de dollars pour les pays qui luttent contre Daesh et pour l'assistance aux réfugiés. Dans un discours prononcé au Caire, il a également insisté sur l'importance de la valeur traditionnellement partagée par les pays du Moyen-Orient et le Japon, à savoir, « Khair al-Umur Awsatha ». Afin d'atteindre l'objectif visé par cette politique et « créer une société qui ne produit pas d'extrémisme », le Japon a dégagé une enveloppe supplémentaire de 15,5 millions de dollars pour la mise en place de mesures anti-terroristes facilitant le développement de capacités des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Comme le Premier ministre Abe a annoncé récemment, devant l'Assemblée Générale des Nations Unies, le Japon renforce ses efforts pour la stabilité de la région avec une aide financière d'une valeur de 810 millions de dollars pour des réfugiés et des déplacés internes en Syrie et en Irak, soit le triple de la somme accordée l'année dernière.



(Discours du Premier ministre Shinzo Abe devant l'Assemblée Générale des Nations Unies en septembre 2015)

Après la Seconde Guerre Mondiale, le Japon s'est attaché aux valeurs fondamentales telles que la liberté, la démocratie, le respect des droits de l'Homme, l'Etat de droit, conformément à la Charte des Nations Unies. Depuis, le Japon ne cesse d'assumer davantage ses responsabilités pour la paix et la sécurité dans le monde, en tant que nation pacifiste depuis maintenant 70 ans. Nous sommes ainsi amplement engagés à travailler aux côtés de l'Algérie pour contribuer à la stabilité de cette région. Depuis deux ans, l'Algérie et le Japon ont entamé un dialogue pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme. Nous espérons tenir notre prochaine réunion avant la fin de cette année, afin d'aborder les différentes mesures de lutte contre le terrorisme, y compris le renforcement des capacités de surveillance des frontières ainsi que les divers domaines de coopération bilatérale relatifs à la stabilité des pays voisins. Je pense que le moment est venu pour nos deux pays de resserrer nos liens pour créer un nouveau partenariat pour la paix et la stabilité dans la région.